



**PRÉFET  
DES PYRÉNÉES-  
ATLANTIQUES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Nouvelle - Aquitaine**

**Arrêté n° 2775/2026/65**

**mettant en demeure la société SIRMET  
pour les installations qu'elle exploite sur la commune de Ponson-Dessus (64460)  
de mettre sous abri les déchets d'équipements électriques et électroniques,  
de ne pas empiler les véhicules hors d'usage en attente de dépollution,  
de procéder aux opérations de dépollution des VHU  
conformément au cahier des déchets annexé à l'arrêté d'autorisation,  
de tenir les registres de déchets entrants et sortants conformément à la réglementation**

**LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES**

**Chevalier de l'ordre national du Mérite**

- Vu** le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 171-11, L. 172-1, L. 511-1, L. 541-3 et L. 514-5,
- Vu** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R. 511-9 du Code de l'environnement,
- Vu** le décret du 5 juillet 2024 portant nomination de Monsieur Samuel GESRET secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques,
- Vu** le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de Monsieur Jean-Marie GIRIER préfet des Pyrénées-Atlantiques,
- Vu** l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- Vu** l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

- Vu** l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du Code de l'environnement,
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 65/IC/243 du 26 décembre 1995, au titre de la rubrique n° 286 de la nomenclature des installations classées,
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 08/IC/088 du 8 avril 2008 portant agrément n° PR 64 00020 D d'exploitant d'installations de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage,
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2775/14/12 du 7 avril 2014 portant agrément de centre des exploitants de dépollution et démontage de véhicules hors d'usage pour la SARL Hourquet et Fils sur le territoire de la commune de Ponson-Dessus,
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2775/23/38 du 8 août 2023 autorisant le changement d'exploitant et portant agrément pour l'exploitation d'une installation de dépollution et démontage de véhicules hors d'usage exploité par la société SIRMET de Ponson-Dessus,
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2775/23/38 du 8 août 2023 autorisant le changement d'exploitant et portant agrément pour l'exploitation d'une installation de dépollution et démontage de véhicules hors d'usage exploité par la société SIRMET sur la commune de Ponson-Dessus – agrément PR 64 00020 D,
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 64-2026-02-23-00006 du 23 février 2026 donnant délégation de signature à Monsieur Samuel GESRET secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques,
- Vu** le cahier des charges annexé à l'agrément PR 64 00020 D dans l'arrêté d'autorisation n° 2775/23/38 en date du 8 août 2023,
- Vu** le rapport de l'inspection de l'environnement du 3 février 2026 détaillant l'ensemble des manquements à la réglementation retenus à l'encontre de l'exploitant, ainsi que le projet d'arrêté préfectoral portant mise en demeure de régularisation administrative et fixant des mesures conservatoires, transmis à l'exploitant par courrier recommandé en date du 16 février 2026 (date d'accusé réception) conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement,
- Vu** les observations formulées par l'exploitant par courrier en date du 2 mars 2026,

**Considérant** que lors de la visite d'inspection du 23 janvier 2026, il a été constaté que :

- les déchets d'équipement électriques et électroniques ne sont pas stockés sous abri,
- les véhicules hors d'usage en attente de dépollution sont empilés les uns sur les autres,
- certaines opérations de dépollution, listées dans le cahier des charges annexé à l'arrêté d'autorisation du centre VHU, ne sont pas réalisées,
- les conditions de transport des VHU, notamment le tassement et le compactage des VHU lors de leur transfert vers le centre de dépollution, rendent impossibles certaines opérations de dépollution,
- les registres des déchets entrants et sortants des installations ne sont pas tenus conformément à la réglementation en vigueur et ne permettent pas d'assurer la traçabilité attendue.

**Considérant** que ces constats constituent des faits non-conformes aux dispositions :

- de l'article 3.5 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé,
- de l'article 41.I de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé,
- des articles 1, 2 et 3 du cahier des charges annexé à l'arrêté préfectoral du 8 août 2023 susvisé
- des articles 1 et 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 susvisé,

**Considérant** que les conditions actuelles de stockage et de gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques et des véhicules hors d'usage ne permettent pas de se prémunir de tout risque de pollution des sols et du sous-sol,

**Considérant** que les non-conformités relevées en matière de dépollution des véhicules hors d'usage n'ont pas pour origine les travaux de restructuration des installations mais le procédé de dépollution constaté,

**Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société SIRMET de respecter les dispositions susvisées, afin d'assurer la protection des intérêts visés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement,

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : Entreposage des déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E)**

Dans un délai n'excédant pas un mois à compter de la notification du présent arrêté, la société SIRMET est mise en demeure de mettre sous abri les déchets d'équipements électriques et électroniques stockés sur ses installations situées au 8 route d'Oroix sur la commune de Ponson-Dessus (64460).

### **Article 2 : Entreposage des véhicules hors d'usage en attente de dépollution**

Dans un délai n'excédant pas une semaine à compter de la notification du présent arrêté, la société SIRMET est mise en demeure de cesser le stockage des véhicules hors d'usage en attente de dépollution en les empilant les uns sur les autres sur ses installations situées au 8 route d'Oroix sur la commune de Ponson-Dessus (64460).

### **Article 3 : Opérations de dépollution et opérations visant à favoriser le réemploi et la valorisation**

#### **3.1 Transport des VHU à dépolluer**

Dès notification du présent arrêté, la société SIRMET est tenue de mettre en place une procédure destinée à transporter les VHU vers son centre de dépollution de façon à ne pas les tasser ou les compacter dans les bennes, rendant ainsi certaines opérations de dépollution impossibles.

Une copie de la fiche de procédure est transmise à l'inspection des installations classées.

#### **3.2 Opérations visant à favoriser le réemploi**

Dès notification du présent arrêté, la société SIRMET, est tenue de mettre en place une procédure destinée à favoriser le réemploi de certaines pièces issues de la dépollution des véhicules hors d'usage.

Une copie de la fiche de procédure est transmise à l'inspection des installations classées.

### **Article 4 : Traçabilité des déchets – Tenue des registres**

Sous 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, la société SIRMET est mise en demeure de compléter l'intégralité des informations figurant à l'article 1 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 susvisé relatives à la tenue du registre des déchets entrants ainsi que l'intégralité des informations figurant à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 susvisé relatives à la tenue du registre des déchets sortants.

Un mois après la mise en place des nouveaux registres, l'exploitant transmet une copie de chacun d'entre eux à l'inspection des installations classées.

#### **Article 5 : Sanctions**

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 à 4 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

#### **Article 6 : Délai et voie de recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Pau, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, soit dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **Article 7 : Publicité**

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans les Pyrénées-Atlantiques pendant une durée minimale de deux mois.

#### **Article 8 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, le maire de la commune de Ponson-Dessus, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine, les inspecteurs de l'environnement placés sous son autorité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SIRMET.

Pau, le **16 AVR. 2026**

Le Préfet,

**Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire général,**

**Samuel GESRET**